

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La France n'a jamais été si riche : l'enjeu de la
présidentielle, à gauche, c'est une meilleure

redistribution de ces richesses.
Après le succès de Villepinte,

défendre clairement partout un projet socialiste

- Politique -

Date de mise en ligne : samedi 24 février 2007

Démocratie & Socialisme

Ce texte a été écrit à chaud immédiatement après le meeting de Villepinte. Il ne peut ni posséder le recul et l'approfondissement nécessaire à l'analyse du Pacte Présidentiel proposé aux Français, ni avoir fait l'objet d'un débat collectif et de la confrontation de points de vues indispensable en pareil cas. Il n'engage donc que son auteur, dans le contexte d'une situation donnée, celle d'un meeting intervenant après des « débats participatifs ». De plus, lors de ce meeting, la candidate a indiqué que plusieurs points, feraient l'objet de développements ultérieurs. On se bornera donc ci après à quelques observations essentielles, en y revenant dans un prochain numéro.

Rappel de quelques évidences

Ségolène Royal n'était pas la candidate souhaitée par la gauche du Parti Socialiste. Durant la pré-campagne interne, elle a défendu des positions, dont beaucoup nous ont heurtés, dans nos convictions socialistes. Oui, mais voilà, c'est elle qui a été désignée par une très large majorité de militants. A la fois, elle est engagée par le "projet socialiste" collectif adopté le 1er juillet 2006, à la fois, elle a une problématique politique qui est la sienne puisque devenue majoritaire.

Presque tout a été dit sur l'interprétation des résultats de cette pré-campagne ; il est clair qu'elle a présenté, en vrai ou en faux, une forme de rénovation et de changement. Beaucoup d'entre nous disent à juste titre c'était la gauche du parti qui représentait le vrai changement vers une alternative de société et que notre démarche de rénovation était authentique et non apprêtée. Oui, mais il se trouve que nous n'avons pas su, pas pu en convaincre les militants du Ps. C'est donc sa démarche quia prévalu. Nous n'avons pas non plus à réclamer la fidélité à un projet socialiste que nous n'avons pas voté et dont nous pensions qu'il ne répondait complètement ni à la situation politique actuelle ni aux attentes de nos électeurs. Sauf sur un certain nombre de points que nous pouvons mettre en valeur contre la droite ou les attaques excessives de l'extrême gauche. De plus, la tradition, même dans notre parti, est que le candidat à la présidentielle, à tort ou à raison, dispose d'une marge de manoeuvre par rapport au programme de son parti. Cela a été le cas à chaque fois depuis 1980.

Enfin, il est clair que la méthode des débats participatifs pouvait être intéressante à bien des égards, mais n'était pas orientée, trop consensuelle, pour faire surgir des solutions aux conflits sociaux profonds qui minent notre pays. La posture adoptée pour la présidentielle, selon laquelle il faut parler aux français par-dessus les partis ne correspond pas non plus à notre sensibilité et à notre vision. Mais il est compréhensible qu'une candidate désignée fasse prévaloir sa méthode.

Quelle grille de lecture pour le "Pacte présidentiel" ?

La grille de lecture dont on peut se prévaloir pour apprécier le "Pacte présidentiel" présenté à Villepinte ne peut être en tout cas ce que nous aurions souhaité dans l'absolu d'un candidat ou d'une candidate pleinement représentatif de la gauche, et si possible de la gauche toute entière. Elle repose sur les réponses à apporter à trois questions essentielles :

Est-ce que les trois enjeux majeurs que sont l'urgence sociale, l'urgence démocratique et la refondation de l'Europe ont bien été traités en prenant en compte tout à la fois ce que vivent les français et ce qu'ils ont exprimé lors de leurs votes intervenus depuis 2002 ?

Est-ce que la stratégie électorale sous-jacente permet de battre la droite sur des bases claires et mobilisatrices pour l'avenir ? Pour cela, il faut de toute évidence s'adresser en priorité à la réserve de voix qui est

à gauche, à tous les abstentionnistes et découragés de 2002 et à tous ceux qui ont voté "non" en 2005 par refus du libéralisme, à tous ceux qui ont lutté pour nos retraites en 2003 et contre le Cpe en 2006. Il faut éviter les ambiguïtés de la prétendue "ouverture" et le brouillage des discours catégoriels. Il faut avoir le score le plus élevé possible au premier tour et faciliter le rassemblement de toute la gauche au deuxième tour.

Est-ce que nous nous inscrivons bien dans l'histoire du socialisme français, oui, justement celui de Jaurès, celui qui n'est pas assimilable aux social-démocraties de l'Europe du Nord, celui qui n'a pas renoncé à la lutte contre le capitalisme destructeur, celui qui s'est nourri d'internationalisme, de laïcité, de luttes contre toutes les inégalités et de défense contre toutes les formes d'exploitation des salariés ?

A la lumière de cette grille, que pouvons nous dire à chaud, de manière incomplète et alors que nous ne connaissons pas encore le détail de bien des propositions sur le Pacte Republicain ?

En regrettant que le mot « socialisme » n'ait jamais été prononcé, la tonalité était globalement de gauche, avec quelques spécificités et quelques insuffisances idéologiques

Une tonalité de gauche : surtout dans les indignations contre les situations insupportables vécues par beaucoup de français et de françaises dans leur travail et leur vie quotidienne, dans la nécessité de stopper le « descendeur social » et de lutter contre les inégalités, dans le rôle dévolu à l'Etat et aux services publics, ainsi que dans la nécessité d'un rééquilibrage - plus que nécessaire - entre les revenus du capital et ceux du travail.

Les spécificités de la candidate : Ce sont par exemple l'importance accordée à la famille, l'ordre juste, les cercles vertueux, le recherche de convergences, l'insistance mise sur les droits et les devoirs de chacun. Plus "sociétale" que "sociale".

Des insuffisances politiques :

Parler de la dette insupportable, sans dire ce qui l'a produite, ni qui en profite, et sans insister sur l'impact positif de la dépense publique, c'est donner des arguments à la droite ; parler de renforcer le syndicalisme par "des crédits d'impôts accordés via les cotisations syndicales", cela existe en partie déjà, c'est oublier les causes françaises de la non-syndicalisation (chasses aux sorcières patronales et droits syndicaux insuffisants), c'est oublier tous ceux qui ne payent pas d'impôts et que les syndicats ont vocation à défendre ; parler de la réforme de l'Etat permettant de faire des économies, c'est laisser à penser qu'il y a trop de fonctionnaires et que l'Etat est surdimensionné par rapport à ses missions. Attention à la régionalisation qui crée tant d'inégalités territoriales...

D'une façon plus fondamentale, elle semble oublier l'importance des rapports de forces et des luttes sociales pour faire changer la société (sauf curieusement pour l'Europe où l'appui des syndicats européens a été demandé pour lutter contre le dumping fiscal et social)

Une série des propositions intéressantes

Il n'est pas question de toutes les citer. beaucoup d'entre elles étaient dans le projet socialiste et même dans le projet Fm-D&S. Il faudra d'ailleurs les apprécier plus avant lorsque les détails en seront connus.

Dans les têtes de chapitres, on peut citer les mesures concernant le pouvoir d'achat, (1500 eur pour le smic) le logement, le service public de la petite enfance, l'appui donné aux jeunes (sous conditions à discuter : gratuité totale des soins, résidences étudiants, emplois tremplins, allocation d'autonomie et d'entrée dans la vie active) l'excellence

environnementale, une partie de la réforme des institutions (avec surtout le mandat unique, la réforme du Sénat, la suppression du 49.3 et la promesse importante d'un référendum six mois après l'élection.

On mettra l'accent sur deux aspects sur lesquels elle n'était pas forcément attendue : ce qui a été dite pour répondre au besoin de reconnaissance, de dignité et de respect des jeunes des quartiers en plus des mesures sur l'emploi ou sur l'éducation était inspiré des propositions de plusieurs associations et sonnait particulièrement juste. D'autre part, l'exposé du rôle particulier de la France dans le monde et notamment de ses relations avec l'Afrique visait à lui redonner une crédibilité sur cette thématique sensible pour la fonction de Président de la République.

Des lacunes qui suscitent des inquiétudes

Rien n'est dit à ce moment de la démarche sur des sujets-clés que sont :

- ▶ La fiscalité (voir pages suivantes)
- ▶ Les 35 h (le sujet est décisif)
- ▶ La protection sociale (voir l'excellent article d'André Grimaldi ci-joint)
- ▶ Les retraites (voir D&S n°141)
- ▶ La politique industrielle (en dehors des propos convenus sur la recherche et les pôles de compétitivité)
- ▶ Le renforcement de la protection des travailleurs dans les Pme-Pmi et dans les Tpe, la question du code du travail des licenciements, etc.

Le sort réservé au traité constitutionnel européen (notons le changement du statut de la Bce, l'Europe sociale, et la promesse de ne pas trancher sans référendum) Beaucoup de ces sujets sont réservés à de prochaines conférences thématiques. Il faut donc encore attendre. De même, questions décisives, pour savoir avec qui on souhaite gouverner.

Des annonces qui suscitent de l'inquiétude

- ▶ Une révision de la carte scolaire permettant aux parents d'avoir un choix élargi
- ▶ Le maintien de l'encadrement militaire des primo-délinquants (même si cela est tempéré par le fait que c'est un encadrement parmi d'autres)
- ▶ Le rapprochement de l'école et de l'entreprise
- ▶ Les jurys citoyens
- ▶ La réalisation et le gestion des prisons confiée aux Régions (avec toutefois un fonds de péréquation pour compenser les inégalités de traitement)

Il y a sur ces points très controversés durant la pré campagne un maintien des positions exprimées malgré les nombreuses critiques émises, lesquelles dépassaient très largement le cadre du Parti Socialiste.

En résumé, et même en tenant compte du fait que Ségolène Royal ne peut satisfaire toutes les sensibilités qui existent à l'intérieur du Ps, en se référant aux critères énoncés d'entrée, il nous apparaît que, pour battre la droite, gagner et gouverner à gauche, des marges de progrès existent dans ce "Pacte présidentiel" présenté aux français.

Ecouterait-on les militants du Ps comme on a tenté d'écouter les français ? Il appartient à tous les militants, maintenant que sont connues les propositions du "Pacte" de faire entendre leurs voix. Il ne s'agit pas d'un exercice de Congrès, mais sérieusement, de manière audacieuse et novatrice, comme nous y avons été invités, et en respectant la candidate, d'améliorer et de compléter ce qui a été présenté. Nous avons 60 jours pour le faire. Si cela ne s'avérait pas possible, prenons garde aux espérances déçues. Il revient au Parti d'organiser la démarche ; il nous revient à tous, tout en menant la campagne pour faire gagner la gauche à gauche, (voir plus loin p. 21) à tous ceux

qui y sont engagés, de faire entendre toute la richesse des socialistes.

Robert Spizzichino